



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. Olivier DUMONT

DRT/LIST/SSPO

Téléphone : 01.69.08.04.41

oliver.dumont2@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Laurence de LA ROULIERE

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.37.24

laurence.delarouliere@cea.fr

**MAINTENANCE MULTITECHNIQUE
DES BATIMENTS ET INSTALLATIONS
TECHNIQUES DU SITE CEA NANO-INNOV**

Référence projet de marché n°B25-02065-LC

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par **Monsieur / Madame**, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

Ou si groupement

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de
- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	7
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	8
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	8
ARTICLE 7 - PHASES DE REVERSIBILITE (OPTION N°3 ET N°4).....	8
ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	10
ARTICLE 9 - QUALITE	12
ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES	12
ARTICLE 11 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE	13
ARTICLE 12 - INTERLOCUTEURS	14
ARTICLE 13 - REUNIONS	14
ARTICLE 14 - RECEPTIONS	15
ARTICLE 15 - GARANTIE	16
ARTICLE 16 - MONTANT.....	16
ARTICLE 17 - REVISION	18
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION	19
ARTICLE 19 - CONDITIONS DE PAIEMENT	21
ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE	21
ARTICLE 21 - PENALITES.....	21
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE	23
ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	27
ANNEXE 3 – PENALITES APLICABLES EN CAS DE MANQUEMENT	28

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des prestations relatives à la maintenance multitechnique des 3 bâtiments situés sur le site Nano-Innov Paris Région, RD 128, quartier de la Vauve, 91120 PALAISEAU qui est une annexe du site CEA Paris-Saclay.

Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques figurant dans les Spécifications Techniques et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

1.2 Étendue des prestations

Les prestations se décomposent en une part forfaitaire comprenant une tranche ferme et des options ainsi qu'une part hors forfait définies comme suit :

1.2.1 Prestations forfaitaires

Les prestations de la partie forfaitaire se déclinent comme suit :

- Une tranche ferme portant sur l'exécution des prestations pour la période du 01/07/2026 au 30/06/2029,
- des options suivantes:
 - ✓ option n° 1 : prolongation de la durée du marché pour une durée d'un an à l'issue de la tranche ferme, soit pour la période du 01/07/2029 au 30/06/2030, et qui se décompose comme suit :
 - ❖ option 1-a : Maintenance multitechnique sans les prestations de maintenance des équipements SSI et RDO
 - ❖ option 1-b : Maintenance des équipements SSI et RDO
 - ✓ option n° 2 : prolongation de la durée du marché pour une durée d'un an à l'issue de l'option 1, soit pour la période 01/07/2030 au 30/06/2031, et qui se décompose comme suit :
 - ❖ option 2-a : Maintenance multitechnique sans les prestations de maintenance des équipements SSI et RDO
 - ❖ option 2-b : Maintenance des équipements SSI et RDO
 - option n° 3 : réversibilité entrante (1 mois avant le début du marché), soit du 01/06/2026 au 30/06/2026,
 - option n°4 : réversibilité sortante (1 mois avant l'issue du marché), dans l'hypothèse où les options 1 et 2 sont affirmées, la réversibilité sortante aura lieu du 01/06/2031 au 30/06/2031.

Les options 1-a ,1-b ,2-a et 2-b pourront être levées indépendamment par le CEA, par courrier, au plus tard deux mois avant la date de début de l'option concernée.

L'option 3 pourra être levée par le CEA à la signature du marché ; elle sera réputée intégrée à la tranche ferme.

La décision prise par le CEA de lever l'option 4 sera adressée au Titulaire par courrier, au plus tard un mois avant la date de début de la période de réversibilité sortante.

1.2.2 Prestations hors forfait (partie estimative)

Ces prestations sont définies l'article 3.2 infra.

1.3 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Technologique (DRT), Laboratoire d'Intégration des Systèmes et des Technologies (LIST).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-02065-LC, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges (CDC) référencé DRT/LIST25/018 de mai 2025,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Établissement de Saclay,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Évacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

3.1 Partie forfaitaire

Au titre des prestations forfaitaires (tranche ferme et options 1 et 2) décrites dans les Spécifications Techniques, le Titulaire a principalement en charge :

- toutes les opérations de maintenance préventive et corrective (tous types) prévues par les niveaux I à 4 des normes NF EN 13306 (terminologie de la maintenance) et FD X 60-000 (maintenance industrielle - fonction maintenance) telles qu'elles sont déclinées dans le CDC,
- les rondes de contrôle,
- la participation à la réception des nouvelles installations et leur prise en compte,
- l'assistance aux organismes de contrôle pour des vérifications périodiques
- le traitement des observations des organismes de contrôle (électricité, pression) si celles-ci entrent dans le cadre de la maintenance telle que définie précédemment,
- l'assistance aux entreprises tierces lorsque les travaux réalisés par ces entreprises concernent des installations dont le Titulaire a la charge,
- La réalisation des contrôles et essais périodiques réglementaires pour les domaines concernés,
- la gestion du stock de pièces de maintenance, de consommables et de produits de traitement,
- la mise en place d'une organisation de l'astreinte pour des interventions :
 - pendant les jours ouvrés des périodes de fermeture du centre (24h/24h),
 - en dehors des heures de présence sur site du personnel du Titulaire définis dans le CDC,
 - pendant les week-ends et jours fériés (24h/24h).

3.2 Partie estimative

Les prestations de la partie estimative se déclinent comme suit :

3.2.1 Prestations sur devis préalable

Ces prestations concernent :

- l'approvisionnement de pièces détachées et de consommables incluant les produits de traitement nécessaires à la réalisation de la prestation. Le Titulaire devra réapprovisionner, après accord expresse du CEA, les stocks afin que le niveau minimum du stock ne soit jamais atteint.

La rémunération de cette prestation est basée sur l'application des taux de peines et soins fixés à l'article 16.3.2 ci-après.

Le CEA pourra décider de se procurer lui-même les pièces ou produits dont le Titulaire aura demandé le réapprovisionnement.

- les travaux d'amélioration ou travaux à la demande qui comprennent :
 - L'exécution de travaux de modifications d'installation, demandés par le CEA ou proposés par le Titulaire,
 - Des travaux de jouvence d'une installation afin de faciliter la maintenance ou en accroître la disponibilité ou pour en améliorer la performance énergétique,
 - Les travaux de levée des observations de l'Organisme de contrôle qui sortiraient du cadre de la maintenance due forfaitairement,
 - Des travaux correctifs n'entrant pas dans le cadre de la maintenance forfaitaire.

Le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours ou le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux journaliers ou les taux horaires (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché),

- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe 2, adressée au Titulaire et faisant référence au devis présenté.

3.2.2 *Prise en charge d'une intervention sous astreinte*

La prise en charge d'une intervention sous astreinte sera rémunérée selon l'application d'un taux horaire forfaitaire (conformément aux dispositions de l'article « Montants » du marché).

Les interventions sous astreinte ont lieu :

- pendant les jours ouvrés des périodes de fermeture du centre (24h/24h),
- en dehors des heures de présence sur site du personnel du Titulaire, soit des interventions de 18h00 à 7h30,
- pendant les week-end et jours fériés (24h/24h).

Dans le cadre des interventions en astreinte, le délai de déplacement maximum est fixé à deux heures (2h) à compter de la demande du CEA pour se présenter sur le site.

3.3 **Installations concernées - évolution du périmètre du marché**

3.3.1 Les prestations concernent les équipements inventoriés en annexe du CDC « liste des équipements ».

Cette liste constitue l'inventaire de référence. Dans les trois mois suivant le début du marché, le Titulaire procède à un inventaire contradictoire de validation de l'inventaire de référence ci-dessus. Une fois validé par le CEA cet inventaire devient de facto le nouvel inventaire de référence.

3.5.2 *Évolution du périmètre*

A chaque date anniversaire du marché, le Titulaire réalise un nouvel inventaire de l'ensemble des équipements.

Une variation éventuelle du nombre d'équipements générant une évolution, au-delà d'une tolérance fixée à +/- 5% du montant forfaitaire annuel visé à l'article infra « Montants », engendre les conséquences suivantes :

- Équipements en moins : le montant forfaitaire annuel du marché est minoré du coût associé aux équipements retirés au-delà de la tolérance : l'inventaire de référence est mis à jour et devient le nouvel inventaire de référence.
- Équipements en plus : le montant forfaitaire annuel du marché est augmenté du coût associé aux équipements ajoutés au-delà de la tolérance : l'inventaire est mis à jour et devient le nouvel inventaire de référence.

Cet inventaire mis à jour est soumis à la validation du CEA puis signé contradictoirement par les Parties. Cette mise à jour est formalisée par un courrier recommandé.

En cas de constatation de variation du montant forfaitaire annuel en fin d'année N, le nouveau montant forfaitaire annuel deviendra le montant forfaitaire de référence pour l'année N+1, après confirmation écrite de la part du CEA.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 *Obligation de résultat*

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance des installations, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire doit respecter les dispositions prévues en la matière dans les Spécifications Techniques et celles complétées dans son offre.

Le Titulaire doit mettre en œuvre, dans le cadre de l'exécution du marché, toutes mesures visant la réduction des impacts environnementaux, notamment l'empreinte carbone.

Le Titulaire s'engage à :

- privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits, ainsi que des modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO₂ et à optimiser les déplacements ;
- en matière d'approvisionnement, privilégier le choix de fournitures ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, intégrant des matériaux recyclés ou performants d'un point de vue environnemental ;
- limiter les risques de pollution de proximité en substituant, autant que faire se peut, des produits dangereux et/ou nocifs pour l'environnement par d'autres produits équivalents moins nocifs ;
- produire des livrables sur des supports respectueux de l'environnement ;
- sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales.

Le respect des dispositions environnementales fera l'objet d'un suivi au moyen d'un ou plusieurs indicateurs définis en début de marché (dont des indicateurs liés aux consommations en énergie) assortis d'un engagement correspondant à l'offre du Titulaire ou définis d'un commun accord. En cas de non-respect de la valeur cible des indicateurs, des pénalités pourront être appliquées.

La revue annuelle comprendra un point spécifique sur les aspects développement durable de la prestation, au cours de laquelle le Titulaire présentera une proposition d'engagement de progrès dans un plan de progrès.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire produira à cet effet, à la date anniversaire du marché une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période

ARTICLE 7 - PHASES DE REVERSIBILITE (OPTION N°3 ET N°4)

7.1 Réversibilité entrante (option n° 3)

7.1.1 *Durée de la réversibilité entrante*

Pendant une durée d'un mois (du 01/06/2026 au 30/06/2026), le Titulaire effectuera une prestation de réversibilité entrante consistant à prendre connaissance des prestations à exécuter, conformément aux dispositions des Spécifications Techniques.

Les obligations du Titulaire pendant la réversibilité entrante sont les suivantes :

- Prise de connaissance de l'environnement (interlocuteurs – site – bâtiments),
- Intégration de l'organisation du CEA,
- Visites d'installations,
- État des lieux et prise en compte des locaux affectés par le CEA au Titulaire,
- La fourniture des éléments prévus au Cahier des Charges,
- L'organisation de la procédure concernant les livrables :
 - la définition de leur contenu,
 - leur récupération

7.1.2 *Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité entrante*

La période de réversibilité entrante permet au Titulaire d'acquérir les « connaissances » transférées par le CEA et le prestataire sortant.

Pendant la période de réversibilité entrante, le Titulaire a une obligation de moyens. Il s'engage à suivre le programme de transition et de formation validé par le CEA et le prestataire sortant. La responsabilité des prestations incombe au prestataire sortant qui a une obligation de résultat.

Compte tenu de la co-activité due à la présence simultanée de plusieurs entreprises, un plan de prévention spécifique sera établi par le CEA pour la durée de la réversibilité entrante.

7.2 Réversibilité sortante (option n°4)

7.2.1 *Durée de la réversibilité sortante*

Au cours du dernier mois d'exécution du marché fixé à l'article « Durée » ci-après, éventuellement prolongé au titre des options de prolongation, le Titulaire pourra être amené à effectuer une prestation de réversibilité consistant à transférer les connaissances qu'il aura acquises à un éventuel nouveau prestataire entrant.

7.2.2 *Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité sortante*

Dans le cadre du marché, on entend par « réversibilité », l'obligation pour le Titulaire (prestataire sortant) de fournir au CEA, ou à tout tiers de son choix, une assistance technique pour permettre au prestataire entrant ou au CEA de prendre connaissance de l'ensemble des conditions de réalisation des prestations dues au titre du marché, de l'ensemble de la documentation associée et de s'initier aux méthodes et aux outils utilisés.

Pendant cette période les prestations mises à la charge du Titulaire (prestataire sortant) au titre du marché seront effectuées, dans le respect des Spécifications Techniques et des objectifs et résultats qui y figurent, exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant.

Préalablement au démarrage de l'option de réversibilité, au moins 15 jours avant, le Titulaire (prestataire sortant) soumettra à l'approbation du CEA un programme de transition et de formation exposant les missions précises et les modalités de transfert de compétences et de connaissances des prestations ainsi que l'organisation associée à cette phase de réversibilité. Le Titulaire sortant s'engage à participer à toutes les réunions organisées par le CEA à cet effet et dont la date et la durée auront été fixées à l'avance.

Par ailleurs, la présence simultanée de plusieurs entreprises constituant une co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette période. Le Titulaire sortant ne saurait être tenu responsable des manquements dus à l'intervention d'un tiers du fait cette co-activité.

À l'issue de la période de réversibilité sortante :

- les documents suivants devront avoir été remis au CEA par le Titulaire sortant (sous un format modifiable et non .pdf) :
 - l'ensemble de la documentation technique des matériels installés ou modifiés par le Titulaire sortant relatifs aux installations et qui sont en sa possession,
 - toute la documentation mise à la disposition du Titulaire par le CEA,
 - les modes opératoires relatifs à toutes les opérations de contrôles et essais périodiques et de maintenance préventive réalisées par le Titulaire sortant, y compris ceux qu'il sous-traite, ainsi que ceux établis spécifiquement pour des opérations de maintenance corrective ou de travaux de modification, finalisés ou commencés et non achevés avant la fin de cette période,
 - les listes d'outillages et de pièces de rechanges nécessaires à la réalisation des prestations de maintenance et de contrôle et essais,
- tout matériel, outillage, instrumentation, consommables, pièces de rechange, etc., encore prêté au Titulaire sortant par le CEA aura été restitué. La restitution étant formalisée par des états contradictoires,
- tous les fichiers informatiques de la documentation élaborée par le Titulaire sortant et les fichiers informatiques des outils de gestion des activités constituant des livrables au titre des prestations auront été remis au CEA dans leurs dernières versions applicables ou de mise à jour, de même que les versions en projet.

ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

8.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

8.2 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 des CGA.

8.2.1 Locaux

Le CEA confie au Titulaire à titre gracieux le ou les locaux déterminés lors de la réunion d'enclenchement. Le Titulaire s'engage à quitter les lieux à compter de la date de fin du présent marché.

8.2.2 Fournitures/Matériels

Le transfert des Fournitures/Matériels mis à la disposition du Titulaire par le CEA fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties qui vaut acceptation, par le Titulaire, des Fournitures/Matériels aux spécifications requises pour la réalisation de la prestation du présent marché.

Le Titulaire est responsable du transport et de la garde et de l'emploi des Fournitures/Matériels qui lui sont confiées.

8.2.3 *Gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO)*

Le suivi de la maintenance sera réalisé à l'aide d'un logiciel de maintenance assistée par ordinateur fourni par le CEA sur un poste informatique fourni par le CEA. L'organisation de cette gestion est précisée au cahier des charges.

8.3 **Enlèvement des déchets**

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

8.4 **Horaires**

8.4.1 Les horaires d'ouverture du site de Nano-INNOV sont de 7h00 à 20h45 du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- du lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

8.4.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

8.4.3 *Horaires de présence sur site*

Les horaires d'accès du personnel sur le site Nano Innov sont de 7h00 à 20h45 sauf les samedis et dimanches, les jours fériés et les jours de fermeture du site de Saclay.

Pour l'exécution du présent marché, le personnel du Titulaire est présent tous les jours ouvrés de 7h30 à 18h, à l'exception des samedis et dimanches, des jours fériés et des jours de fermeture exceptionnelle du CEA/Saclay.

En cas d'urgence, et après accord du CEA (Chef d'installation) formalisé sur le Bon d'Intervention (BI), le Titulaire peut être amené à exécuter des prestations de dépannage ou de remise en marche au-delà des horaires susvisés. Les déplacements et les travaux effectués ne donnent lieu à aucun paiement si les dysfonctionnements constatés sont le fait d'un manquement du Titulaire. Si un travail n'a pu être terminé pendant l'horaire ci-dessus, il appartient au Titulaire de mettre l'équipement concerné en « Sécurité » jusqu'à la reprise du travail tout en signalant l'état non opérationnel du matériel au CEA.

C'est ainsi que le Titulaire pourra intervenir les jours ouvrés en dehors de ces horaires (entre 18h00 et 20h45) et les jours non ouvrés et/ou de fermeture du site :

8.5 **Personnel du Titulaire**

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 9 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité particulier (PQp) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES

10.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques en respectant les délais afférents.

Leur non remise ou le retard dans leur présentation entraînera l'application automatique des pénalités prévues en annexe 3 du marché.

10.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

10.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur cartouche CEA et sur les supports suivants :

- Microsoft WORD® pour les documents écrits,
- Microsoft EXCEL® pour les tableaux de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT® pour les présentations,
- compatible AUTOCAD® pour les documents dessinés, ils devront respecter la charte graphique DAO P-Sac indicé D de mars 2025 (DSST/SPIC/GGP/10). Un gabarit AUTOCAD « Charte_gabarit_CEA_Paris_Saclay_IndD.dwt » sera transmis au titulaire.
- logiciel PROJECT® sous WINDOWS® pour les documents de type planning.

Chacun d'eux est remis au CEA sous forme numérique et à la demande du CEA il sera fait un tirage sur support papier.

10.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 11 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE

11.1 Délais d'exécution

11.1.1 Prestations forfaitaires

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de remise des livrables et d'exécution des prestations mentionnés dans les Spécifications Techniques.

11.1.2 Prestations sur devis préalables

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans la FDMDP.

11.2 Durée

11.2.1 Tranche ferme

La durée de la tranche ferme du présent marché est fixée pour une période de 3 ans allant du 01/07/2026 au 30/06/2029 (inclus).

11.2.2 Options de prolongation

En cas de levée des options 1 et 2, la durée du marché pourra être prolongée comme suit :

- Option 1 : du 01/07/2029 au 30/06/2030 (inclus),
- Option 2 : du 01/07/2030 au 30/06/2031 (inclus).

11.2.3 Réversibilité entrante (option 3)

En cas de levée de l'option 3, cette période est fixée pour une durée d'un mois avant le début du marché (du 01/06/2026 au 30/06/2026).

11.2.4 Réversibilité sortante (option 4)

La levée de l'option 4 relative à la réversibilité sortante ne conduit pas à une prolongation de la durée du marché. Celle-ci s'exécute durant un mois à la fin de la tranche ferme ou des années de prolongation en cas d'affermissement des options 1 et/ou 2.

ARTICLE 12 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Responsable technique	M. Olivier DUMONT	01.69.08.04.41	Olivier.dumont2@cea.fr
Responsable sécurité	M. Bertrand BAZIN	06.30.96.77.10	bertrand.bazin@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Responsable Sécurité	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 13 - REUNIONS

13.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

13.2 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

13.3 Réunions de pilotage - réunions mensuelles d'activité (RMA)

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques, les réunions de pilotage de la prestation se tiendront à une fréquence mensuelle, en présence d'un responsable hiérarchique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter les points notés dans le Cahier des Charges à l'article 9.2

13.4 Revue de contrat

Une revue de contrat sera organisée chaque année à la date anniversaire du marché.

Cette revue fera le bilan de l'année écoulée et traitera notamment les points suivants :

- un suivi et une tenue à jour des objectifs contractuels (statistiques, bilan, rapports ...),
- une analyse des écarts constatés ou des difficultés rencontrées dont les réclamations clients,
- des propositions d'améliorations justifiées à partir des constats faits lors de la réalisation de la prestation.
- les indicateurs environnementaux et le plan de progrès proposé par le Titulaire.

13.5 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

13.6 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 14 - RECEPTIONS

14.1 Réception des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée mensuellement dans le cadre des réunions mensuelles d'activité (RMA), après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables durant la période considérée conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

14.2 Réception sur prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

14.3 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 15 - GARANTIE

15.1 Garantie sur les prestations

La garantie portera sur l'ensemble des prestations, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera suivant les conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Le Titulaire s'engage, pendant un délai d'un an à compter de la réception, à corriger toute erreur de son fait à ses frais, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA.

15.2 Garantie sur les pièces et composants

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) portant sur les pièces ayant fait l'objet d'un approvisionnement, sera de douze mois à compter de la date de réception de la prestation concernée et s'exercera suivant les conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

ARTICLE 16 - MONTANT

16.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires

La décomposition de ce montant est la suivante :

Montants en € HT	Tranche ferme			Option 1		Option 2	
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4 option 1-a	Année 4 option 1-b	Année 5 option 2-a	Année 5 option 2-b
Prestations forfaitaires (hors réversibilité)							
Option 3 (réversibilité entrante)							
Option 4 (réversibilité sortante)							
Prestations hors forfait (montant plafond)							

MONTANT PLAFOND TOTAL	
--------------------------------------	--

16.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant total des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES), en cas de levée de l'ensemble des options.

Ce montant se décompose comme suit :

- au titre de la durée ferme du marché : € HT, soit un montant mensuel de € HT
- au titre de la 4^{ème} année d'exécution (option 1-a et 1-b) :
 - option 1-a : € HT, soit un montant mensuel de..€ HT
 - option 1-b :€ HT, soit un montant mensuel de € HT
- au titre de la 5^{ème} année d'exécution (option 2a et 2-b) :
 - option 2-a : € HT, soit un montant mensuel de..€ HT
 - option 2-b :€ HT, soit un montant mensuel de € HT
- au titre de l'option 3 (réversibilité entrante) :
- au titre de l'option 4 (réversibilité sortante) :

16.3 Prestations hors forfait

Les prestations hors forfait sont plafonnées à la somme de€ HT (EUROS HORS TAXES). Ce montant est un montant plafond qui n'engage pas le CEA quant au montant réellement dépensé. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires

16.3.1 Travaux à la demande :

Pour les travaux réalisés à la demande du CEA, les devis sont établis sur la base du Taux Horaire Moyen Forfaitaire suivant : _____ € HT (à compléter par le soumissionnaire).

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.

Le cas échéant si ces travaux à la demande nécessitent la fourniture de pièces, la rémunération des achats de ces pièces détachées est basée sur l'application du pourcentage de peines et soins prévu ci-dessous à l'article 16.3.2.

16.3.2 Approvisionnement des pièces détachées et des consommables

Le Titulaire sera amené à fournir, après acceptation du CEA, les pièces détachées et les consommables incluant les produits de traitement nécessaires au maintien des installations qui lui sont confiées.

Les pièces de rechange et les pièces détachées seront rémunérées par l'application du pourcentage de peines et soins sur les tarifs des fournisseurs du Titulaire, toutes remises et ristournes déduites :

- Coût unitaire d'achat inférieur ou égal à 500 € HT : XX %

- Coût unitaire d'achat strictement supérieur à 500 € HT : **XX %**

Les factures du fournisseur, toutes remises et ristournes déduites, seront produites à l'appui de la facturation.

Le CEA se réserve le droit de se procurer les pièces de rechange auprès du/des fournisseur(s) de son choix.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra approvisionner ces pièces de rechanges sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses.

16.3.3 *Prise en charge d'une intervention sous astreinte*

Le taux horaire moyen des interventions réalisées sous le régime de l'astreinte est fixé à ____ € HT.

Le forfait « déplacement » réalisé sous le régime de l'astreinte, est fixé à ____ € HT par intervention. Un déplacement est limité à 2h et concerne l'aller et le retour au CEA.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses.

- 16.4** Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

16.5 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025 (mois de remise de l'offre).

ARTICLE 17 - REVISION

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de juillet 2027 (mois anniversaire du marché).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + (0,60 \times \text{ICHT-M} / \text{ICHT-M0}) + (0,25 \times \text{Fsd1} / \text{Fsd10})$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

ICHT-Mo = valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé, tous salariés, charges salariales comprises pour les Activités spécialisées, scientifiques et technique publiée au Moniteur en pour le mois de septembre 2025

FSDI o = valeur de l'indice des Frais et Services Divers (modèle de référence n°1) publiée au Moniteur, pour le mois de septembre 2025

ICHT-M, FSDI = dernières valeurs connues de ces mêmes indices à la date de révision des prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où l'application de cette formule conduirait à une variation strictement supérieure à 12 % l'an, à la hausse comme à la baisse, par rapport au dernier prix révisé, une nouvelle révision de prix intermédiaire pourra être mise en œuvre, à titre exceptionnel. Elle ne pourra avoir lieu qu'une fois par an entre les deux dates anniversaires.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION

18.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire (ou le mandataire du groupement), conformément à l'échéancier suivant.

18.1.1 *Tranche ferme et option de prolongation (options n°1 et n°2)*

Le montant des prestations forfaitaires de la tranche ferme et des options de prolongation 1 et 2 (en cas de levée) du présent marché sera facturé mensuellement à terme échu par le Titulaire. Le montant facturé sera de 100% du forfait mensuel et les taxes correspondantes, après la réception par le CEA des prestations correspondantes dans les conditions définies à l'article 14.1 ci-dessus.

18.1.2 *Option 3 - réversibilité entrante*

La réversibilité entrante sera facturée, toutes taxes incluses, après réception sans réserve par le CEA des prestations et des livrables correspondants, selon les dispositions prévues à l'article « Montant ».

18.1.3 *Option 4 - réversibilité sortante*

La réversibilité sortante sera facturée, toutes taxes incluses, après réception sans réserve par le CEA des prestations et des livrables correspondants, selon les dispositions prévues à l'article « Montant ».

18.2 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FDMDP, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

18.3 Approvisionnement des pièces détachées et des pièces de rechange

Les pièces de rechange et les pièces détachées seront facturées, toutes taxes incluses, après réception sans réserve par le CEA, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du marché.

18.4 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

18.5 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 19 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 21 - PENALITES

21.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, options affermies et prestations hors forfait engagées).

21.2 Pénalités non-respect du CDC ou non atteinte du résultat

Si le Titulaire ne respecte pas les exigences fixées au CDC, les pénalités listées en annexe 7 du CDC, et reprises en annexe 3 du marché ci-après, seront appliquées.

La valeur du point de pénalité correspond au Taux Horaire Moyen Forfaitaire fixé à l'article 16.3.1 ci-dessus.

Pour l'application des pénalités, toute unité de temps de retard entamée est considérée comme pénalisable.

21.3 Pénalités pour retard dans la remise d'un devis

Si le Titulaire ne respecte pas les délais prévus pour établir un devis, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 100 € HT par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

21.4 Pénalités pour manquement aux dispositions du chapitre 6 des CGA du CEA

Tout manquement relatif à la discipline et aux règles de sécurité/sûreté fixée au présent Marché ou dans les CGA du CEA sera passible d'une pénalité fixée à 2000 € HT par constat de manquement.

**21.5 Pénalités pour non-respect de la procédure en matière d'évacuation de déchets conventionnels**

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

21.6 Pénalités en cas de non-respect des indicateurs liés aux consommations en énergie

Les indicateurs liés aux consommations en énergie se traduisent par des températures contractuelles à respecter (article 8.3.5 du Cahier des Charges)

En cas de non-respect de la valeur cible des indicateurs, des pénalités listées en annexe 7 du CDC pourront être appliquées.

Fait à Saclay,
Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
 - Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. *Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire*

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de

protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. Suivi médical

6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le Service de Prévention et de Santé au Travail du CEA (SPST). Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

6.2 *Surveillance médicale des personnels du Titulaire*

La surveillance médicale du personnel d'entreprise appelé à travailler sur le Centre Paris-Saclay est exercée sous la responsabilité de l'entreprise. Ce personnel doit pouvoir présenter à la demande du CEA la fiche médicale d'aptitude (article D4624-47 du Code du Travail) délivrée par le médecin du travail de l'entreprise et attestant qu'il a suivi une visite médicale légale.

Les salariés concernés ne seront pas suivis par le SPST du Centre Paris-Saclay et aucune facturation ne sera émise par le CEA.

ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)

FDMDP N° ...		
Marché n°4000	Titulaire :	
Référence de la spécification technique du CEA :	Référence du devis du Titulaire :	
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

ANNEXE 3 – PENALITES APLICABLES EN CAS DE MANQUEMENT

LISTE DES PÉNALITES

<p align="center">PENALITES = Nombre de points x Valeur du Point</p> <p align="center">Valeur du Point = Taux horaire moyen forfaitaire fixé à l'article 16.3.1 du marché</p>

Nota : Pour l'application des pénalités, une unité de temps de retard commencée est considérée comme achevée. Toutes les pénalités sont cumulables. L'application des pénalités ne dispense pas le Titulaire de la correction des écarts et le CEA de poursuite éventuelle en réparation de dommage consécutif.

Thématique	Pénalités	Nb de points
Mise en place du marché	Par semaine de retard à l'établissement approuvé du Plan Qualité Sécurité Environnement Particulier	30 pts
Mise en place du marché	Par semaine de retard à l'établissement des documents d'exploitation : classeur d'astreinte, modes opératoires et gammes de maintenance, planning annuel des opérations de maintenance préventive...	30 pts
Mise en place du marché	Par semaine de retard à l'établissement des inventaires contradictoires du stock et des installations (point zéro de l'ensemble des équipements)	30 pts
Mise en place du marché	Par semaine de retard à l'établissement de la liste des contrôles et essais périodiques	10 pts
Mise en place du marché	Par document manquant dans la transmission de la liste des intervenants et de leur qualification, habilitations...	30 pts
Mise en place et déroulement du marché	Par absence de demande d'acceptation d'un sous-traitant	30 pts
Maintenance préventive	Par semaine de retard sur une maintenance préventive à la date planifiée en GMAO	10 pts
Maintenance préventive	Pour non respect de la date d'une intervention programmée (intervention mettant en jeu des tiers)	30 pts
Maintenance préventive	Par semaine de retard dans la transmission d'un rapport de maintenance préventive	10 pts
Traitement des non-conformités	Par semaine de retard sur le traitement d'une non-conformité suite à une VRP ou CEP	10 pts
Maintenance corrective	Par rappel en raison d'une intervention non effectuée	10 pts
Maintenance corrective	Par semestre si 95% des interventions correctives ne sont pas prises en compte dans les délais impartis (annexe 2 du CDC) suite à une demande	(95% -% atteint) x25 pts
Maintenance corrective	Par diagnostic de pannes non réalisé sous 48h	10 pts

Maintenance corrective	Par jour ouvrable de retard à la prise en compte d'une alarme GTC	10 pts
Maintenance corrective	Par intervention effectuée après le délai maximum accordé	10 pts
Maintenance corrective	Par semaine de retard sur la remise en état ou remplacement d'un compteur d'énergie défectueux	30 pts
Maintenance corrective	Par absence d'information sur l'AI de dépannage	5 pts
Maintenance corrective	Par jour de retard dans la transmission d'un devis de réparation	10 pts
Maintenance corrective	Par semaine de retard dans la réalisation d'une réparation au-delà du délai convenu	10 pts
Maintenance corrective	Taux de correctif (tc en %) calculé mensuellement dépassant 20%	5 * (tc-20) pts
Traçabilité des interventions	Par constat d'absence d'autorisation d'intervention (AI) ou AI non signée par les services généraux du LIST	100 pts
Traçabilité des interventions	Par Autorisation d'Intervention (AI) mal renseigné par le Titulaire	10 pts
Traçabilité des interventions	Par Bon d'Intervention non signé par le Chef d'Installation ou son délégataire avant puis après intervention	100 pts
Traçabilité des interventions	Par intervention pas ou mal enregistrée dans la GMAO	10 pts
Traçabilité des interventions	Par semaine de retard à la planification de la maintenance préventive d'une nouvelle installation	10 pts
Traçabilité des interventions	Par omission de déclaration d'un équipement non répertorié en GMAO	10 pts
Traçabilité des interventions	Par jour de retard de saisie et de modification d'un équipement en GMAO (nouvel équipement ou existant)	2 pts
Traçabilité des interventions	Par jour de retard au renseignement du CR d'intervention dans la GMAO	2 pts
Traçabilité des interventions	Par semaine de retard dans la mise en place des livrets "équipements"	10 pts
Traçabilité des interventions	Par information ou intervention non (ou mal) renseignée sur un livret (livrets équipements)	5 pts
Exploitation	Par jour de retard dans la remise de la liste du personnel après un changement	10 pts
Exploitation	Par semaine de retard à la transmission du bilan environnemental annuel	50 pts
Exploitation	Chauffage : Par jour pour une température en dehors des plages de tolérance pendant les heures ouvrées et sur plus de 24h	5 pts
Exploitation	Chauffage : Par absence de ralenti dans un local soumis notamment sur les Horaires HNO et fermetures de site	10 pts
Gestion des stocks	Par rupture de stock d'un composant donné ou d'un produit de traitement	30 pts

Gestion des stocks	Par article en dessous du stock mini et par semaine d'approvisionnement	10 pts
Gestion des stocks	Par semaine de retard sur la mise à jour du stock dans l'outil de gestion du stock	5 pts
Astreinte	Par intervention d'astreinte réalisée dans un délai > 2h	50 pts
Astreinte	Par heure de retard par BI d'astreinte non remis au CEA le jour suivant l'intervention avant 8h30	20 pts
Exploitation	Par jour de retard à la transmission des rapports d'activité mensuels et annuels et Comptes rendus. Par jour de retard à la transmission des données d'exploitation, rapport d'activité mensuel, annuel, relevé de décisions, ...	10 pts
Exploitation	Par semaine de retard à la transmission de la consommation des compteurs	10 pts
Exploitation	Par jour de retard à la transmission de tout rapport demandé par le CEA (selon planning convenu)	10 pts
Indicateurs	Arrêt d'une chaufferie > 4h	100 pts
Indicateurs	Température des locaux Par jour pour une température en dehors des plages de tolérance pendant les heures ouvrées et sur plus de 24h	5 pts
Indicateurs	Température des locaux Par absence de ralenti dans un local soumis	10 pts
Contrôle réglementaires	Par non-respect de la périodicité de contrôle Par levée de non-conformités non réalisée dans les délais convenus Par semaine de retard pour la transmission du rapport de contrôle Par manquement à l'exhaustivité d'un dossier réglementaire	20 pts
Respect QSE	Par fiche de réclamation fournisseur non traitée dans les délais impartis	50 pts
Respect QSE	par FRF non traitée dans les délais impartis	50 pts
Respect QSE	Par constat de non prise en compte des consignes de sécurité et de respect de l'environnement	100 pts
Respect QSE	Par constat d'un mode opératoire ou procédure non ou mal respect	30 pts
Respect QSE	Par non-respect des règles relatives à la gestion des déchets	30 pts
Respect QSE	Par jour d'absence d'affichage des équipements non disponibles prévu au Cahier des charges	10 pts



Travaux supplémentaires	Par jour ouvré de retard sur le planning établi lors de l'accord pour travaux transmis par le CEA	2/1000ème du montant des travaux
Accès aux locaux	Par clé d'accès à des locaux CEA perdue	3 pts